

Saint Félix-de-Sorgues ou la monographie locale devant l'Histoire

La monographie locale, c'est-à-dire celle ayant pour objet l'étude de l'évolution et du destin d'une collectivité bien définie, garde souvent une mauvaise réputation dans le milieu des historiens, et l'on est en droit de s'en étonner.

Une nouvelle approche de l'Histoire s'exprime en effet par un relatif désintérêt, certainement exagéré, pour l'histoire événementielle, au bénéfice d'une orientation vers une histoire structurelle (économique, sociale, etc.), au prix parfois d'une certaine sécheresse et d'une absence d'humanité.

Pareille tendance devrait donc réhabiliter la monographie locale qui, au niveau du terrain décèle les évolutions économiques, les mutations de société, et surtout est privilégiée dans l'observation et l'analyse des comportements.

Malgré cela, elle retient peu l'intérêt des milieux universitaires.

L'expérience que nous avons pu mener avec l'exploitation des fonds d'archives locaux de la communauté, puis de la commune, de Saint-Félix-de-Sorgues, modeste bourgade du Rouergue méridional, révèle pourtant la richesse que peut recéler une documentation somme toute assez banale et modeste.

Il est vrai que Saint Félix-de-Sorgues est assez exemplaire sur le plan historique, et cela pour deux raisons. La première est la conservation *in situ* de quatre lots d'archives privées tout à fait complémentaires :

- une bonne série de comptes municipaux accompagnés de leurs justificatifs, pour la période recouvrant le règne de Louis XIV, c'est-à-dire de 1641 environ à 1715 ;
- une documentation très diversifiée sur la vie économique et sociale au XVIII^e siècle, couvrant les règnes de Louis XV et de Louis XVI ;
- une abondante documentation sur la courte période du séisme révolutionnaire ;
- enfin le fonds de correspondance surabondant d'un notable du XIX^e siècle, encore incomplètement dépouillé.

Mais l'intérêt de cette abondante documentation tient à la nature assez particulière de la collectivité qui est, sous l'Ancien Régime, au plan administratif, une communauté comme tant d'autres en Rouergue et en France ; mais sa relative originalité est d'être biconfessionnelle, protestants et catholiques constituant deux entités se préservant de tout mélange ; enfin la bourgade est le siège du chef-lieu d'une commanderie hospitalière, disposant du pouvoir féodal laïc et religieux, avec toutes les ambiguïtés qu'entraîne cette situation.

Nous allons donc pouvoir observer et analyser la vie d'une communauté tout au long de plus de deux siècles, et lire à travers ce prisme les grandes périodes de notre histoire nationale.

UN MÉCANISME ADMINISTRATIF

La série des comptes municipaux, accompagnés des justificatifs, bien qu'incomplète, est toutefois largement suffisante pour comprendre et démontrer la mécanique administrative de l'époque couvrant le règne de Louis XIV (1642-1715), mais aussi pour repérer les contre-coups au niveau local des grands événements de l'Histoire.

Le pivot du système est alors l'institution consulaire, qui ne reste certes pas figée mais fonctionne encore à peu près normalement.

Rappelons que le système consulaire est fondé sur la cooptation-désignation, donc d'essence oligarchique, et qu'à Saint-Félix, comme dans certaines places réformées, il est biconfessionnel : deux consuls catholiques, deux protestants. Sa principale faiblesse est l'annualité de la fonction, qui ne permet aucun suivi. L'éventail des responsabilités et des pouvoirs est large, la gestion rendue difficile par l'intrication des pouvoirs royal, féodal et religieux (le roi et ses représentants, le seigneur commandeur hospitalier, l'évêque).

Mais l'histoire du royaume apparaît nettement dans la vie locale. Vestige de l'époque des troubles religieux, et plus récemment des turbulences de la Fronde, l'obsession de la population et de ses dirigeants reste le passage et la présence des "gens de guerre". Le pouvoir de fait est partagé entre les derniers "capitaines", qui ont participé aux guerres de Rohan, et les "trafiquants" assurant dans la communauté les flux financiers. Les deux catégories sont souvent confondues, et toujours alliées. La dominance protestante est incontestée.

Le deuxième aspect essentiel de cette période est la difficile application des dispositions complexes de l'Edit de Nantes, le seigneur commandeur s'efforçant sinon d'anéantir, du moins de réduire, les capacités reconnues aux réformés. Deux ou trois décennies sont occupées par un âpre conflit entre le commandeur et le Conseil des Anciens au sujet de la construction d'un temple. Un compromis sera cependant trouvé, nécessitant des engagements financiers considérables excédant les possibilités de la communauté réformée.

Dans une seconde phase survient le drame de la Révocation. La volonté du pouvoir royal de reprendre en mains la situation religieuse se manifeste par l'installation de curés d'un nouveau type, imprégnés des doctrines tridentines, convenablement formés sur le plan religieux, et surtout convaincus que leur

vocation essentielle est l'extirpation de l'hérésie. Ils se sentent solidaires aussi bien du pouvoir administratif que de leur hiérarchie. C'est ainsi que dans la difficile paroisse qu'est Saint-Félix-de-Sorgues est envoyé en 1678 le jeune curé Pierre Reynié, qui y restera quarante ans – il y meurt en 1718 – et sera le principal acteur de la tentative d'éradication du calvinisme.

Bon observateur de la population, conscient de ses limites (il fait appel à des prédicateurs extérieurs pour animer missions et retraites), il occupe une place fondamentale d'informateur principal de l'évêché et des subdélégués.

Après le coup de tonnerre de la Révocation, en 1685, on entre dans une phase surprenante d'illusions réciproques : les protestants ayant abjuré sous la contrainte croient qu'ils n'ont qu'un mauvais moment à passer et pratiquent sans état d'âme le "nicomédisme", c'est-à-dire la simulation en matière d'exercice religieux ; les autorités de leur côté s'illusionnent un certain temps sur la sincérité des conversions et rétablissent les réformés dans leurs anciennes prérogatives politiques. Bien entendu, cette situation ne peut durer, et le curé en particulier n'en est pas dupe.

On s'engage dans une période de tracasseries, voire de persécutions, qui culmine lors du soulèvement des Cévennes, à partir de 1702.

Mais un dernier aspect historique de cette période est l'apogée du système absolutiste, avec comme conséquence la mort programmée du système consulaire. Le pouvoir a insensiblement changé de mains, et la mort du grand roi en 1715 marque un véritable tournant dans la vie de la communauté.

L'ABOUTISSEMENT ACCOMPLI DE L'ABSOLUTISME

Le croisement des divers fonds d'archives locales concernant le XVIII^e siècle, de 1715 à 1789, permet d'entrer dans l'intimité de la vie sociale de la communauté. En effet, d'un côté la correspondance commerciale des Jugla, protestants, nous révèle les détails de la structure de production artisanopréindustrielle et commerciale du textile ; à l'autre bord, les correspondances des dignitaires de l'Ordre de Malte et surtout de leurs fondés de pouvoir montre, sur le terrain même, comment les Hospitaliers géraient leurs immenses domaines, alternant au gré des commandorats phases de rigueur et phases de laxisme. Toute l'économie du pays est ainsi mise à nu.

Le pivot du système, durant cette période, est le couple intendant-subdélégués. Toute décision de quelque portée part du sommet, conformément à l'idéal absolutiste des bureaux du souverain. Le système consulaire se réduit peu à peu à la routine fiscale, et rien n'est plus monotone que la lecture de délibérations municipales stéréotypées. La défiance à l'égard des protestants a décapité l'administration locale, délibérément privée de son intelligentsia. On assiste à un découplage total entre pouvoirs politique et économique. Et pour couronner le tout arrivent à la tête de la paroisse des curés médiocres, parfois à la limite du pathologique. Malgré ce, les reflets de l'Histoire ne sont point nécessairement négatifs. Le grand événement durant la courte période de la Régence (1715-1723) est la gestion de la catastrophe constituée par l'éclatement de

l'épidémie de peste de 1720. Des dispositions rigoureuses mais intelligentes et efficaces évitent au Rouergue d'être touché par le fléau, mais au prix d'une extraordinaire mobilisation de la population.

L'alerte passée, le pays ressent les bienfaits de la sage administration du ministère du cardinal de Fleury dont, étrangement, on méconnaît trop souvent les mérites. Cette politique pacifique permet à la France de respirer. Sur le plan militaire, la levée des milices, si elle persiste, n'affecte qu'un nombre infime de garçons soumis à une simple astreinte. Mais surtout on entre dans une phase d'aménagement urbanistique donnant au village la physionomie que nous lui connaissons aujourd'hui.

Par ailleurs, en ce milieu du siècle, l'activité industrielle et commerciale semble parvenir à un sommet. Les draps de Saint-Félix (dont des échantillons nous ont été conservés) se vendent bien, s'exportent sur toutes les places françaises et jusqu'à Pampelune par les foires de Beaucaire, Pézénas et surtout Montagnac. Les manufacturiers-négociants protestants assurent leur fortune, qui permettra la survie de leurs descendants bien après la ruine de l'industrie textile. Cependant, au milieu du siècle s'ouvrent des décennies difficiles, provoquées par le retour à une politique belliciste et, probablement, à une mauvaise conjoncture climatique. Saint-Félix connaît une disette davantage due à la spéculation sur les grains qu'à une véritable sous-production, aggravée par un chronique sous-emploi. Cette situation critique engendre une importante dérive délinquante, et les brigands de Saint-Félix, qui sévissent à partir de 1764 et jusqu'à la veille de la Révolution, laisseront au village une fâcheuse réputation perdurant jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

L'ultime phase de la période correspond au règne du malheureux Louis XVI qui, animé de la meilleure volonté, ne cesse d'accumuler les maladresses. Cependant, en examinant objectivement les choses sur le terrain, on doit reconnaître le résultat globalement positif de ces quinze ans de règne (de 1774 à 1789).

Il est vrai que notre région bénéficie d'une exceptionnelle expérimentation, qui est la mise en place de l'Administration provinciale de Haute-Guyenne (soit Quercy et Rouergue). Les délibérations municipales témoignent des efforts d'aménagement du territoire : on étudie très sérieusement, par des enquêtes auprès des communautés concernées, l'itinéraire d'une route remontant la vallée de la Sorgues, dans un pays ne disposant guère que de sentiers muletiers ; plus localement on envisage, en prévoyant le financement de l'opération, de rétablir le cours normal de la Sorgues en la faisant couler sous le grand arceau du pont.

Sur le plan social, un effort est fait par le pouvoir central pour rationaliser une protection sociale encore fort rudimentaire. Les gouvernements de Louis XV avaient engagé une opération de "réunion des aumônes" au bénéfice d'hôpitaux généraux (en l'occurrence celui de Saint-Affrique) au détriment des aumônes locales ; celles de Saint-Félix, abondées par le seigneur commandeur, étaient d'une centaine de setiers de blé. La réforme avait été mal vécue, suscitant de véritables émeutes frumentaires. L'agitation n'avait pas totalement cessé durant le règne de Louis XVI, et son initiative généreuse de

créer des Bureaux de charité avait été fraîchement accueillie. Elle avait cependant amorcé un embryon de structuration de l'aide sociale. Il n'est pas jusqu'à la commanderie hospitalière qui ne se réveille en fin de siècle. Le neveu et fondé de pouvoir du commandeur de Sayve donne un véritable cours de gestion à son nouveau représentant local, Antoine Coulet. Certes, ces mesures de rationalisation gestionnaire des domaines s'inscrivent dans la réaction nobiliaire qui marque la fin de l'Ancien Régime, mais le mouvement participait à un renouveau économique et social qui sera malheureusement bloqué par la Révolution.

L'INTERMÈDE SUBVERSIF : LA RÉVOLUTION

La chance, pour l'historien de Saint-Félix, est la nomination comme "agent national", en 1793, de Daniel Jugla, conservateur fidèle de toutes ses archives. Nous pouvons ainsi suivre presque au jour le jour les événements des cinq premières années de la Révolution dans leurs implications dans la vie du village.

Le pivot de l'organisation politique est alors le règne des Comités et de leurs émanations, les commissaires. Les Comités se suivent au gré des changements politiques sans véritablement modifier leur fonctionnement, et tout problème conjoncturel donne lieu à la nomination de commissaires tout puissants – au moins jusqu'à la mutation suivante du pouvoir.

On assiste à une hypercentralisation de la décision, les circulaires d'application étant quotidiennes. Et ceci dans le contexte d'un dogmatisme idéologique que la France n'avait jamais connu. Le patrimoine foncier, avec la vente des biens du clergé, a été profondément redistribué. Et, pour couronner le tout, le pouvoir s'engage dans une politique belliciste insensée appelée à perdurer près d'un quart de siècle. Le système politique conduit à un véritable affrontement avec l'opinion.

En dépit des apparences, la France ne fait qu'un apprentissage maladroit et relatif de la démocratie, si ce n'est l'opération électorale assez confuse de 1789.

L'irréalisme en matière religieuse allume un conflit inutile avec le bas-clergé, mais surtout la conscription ou plutôt les conscriptions de plus en plus larges qui se succèdent en quelques mois, traduisent un mépris de l'individu et du citoyen que l'on n'avait jamais connu, malgré les outrances des levées de miliciens.

Le phénomène le plus tragique est le chaos économique entraîné par les réquisitions tant des hommes que des productions agricoles. A l'échelon local on assiste à des scènes poignantes de désespoir des citoyens les plus pauvres auxquels on enlève littéralement le pain de la bouche. Mais la politique dirigiste et totalitaire est implacable, et conduit un pays agricole comme le Rouergue au seuil du soulèvement. Une petite Vendée, rapidement réprimée, se répand autour de Saint-Félix promu chef-lieu de canton, et soulève les jeunes paysans de Massergues à Saint-Paul-des-Fonts.

En l'espace de cinq ans, la tourmente débouche sur des formes de despotisme de plus en plus répressives, qui conduiront le pays à la débâcle la plus totale de 1815, laissant la France diminuée, industriellement retardée, économiquement exsangue.

L'ENFANTEMMENT LABORIEUX DE LA DÉMOCRATIE

C'est à travers le destin d'une famille, les Jugla, que transparaît le destin de Saint Félix au XIX^e siècle. Notre information en effet repose essentiellement sur les correspondances des deux branches de la même famille, correspondance véritablement pléthorique à partir de 1848.

L'intérêt de cette documentation tient à la situation de son propriétaire, haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur au moment précisément où le nouveau pivot du système politique est l'administration préfectorale.

Le XIX^e siècle est une phase de notre histoire nationale tourmentée et contrastée. C'est dans une France ruinée que reviennent les Bourbons, et en totale léthargie politique durant le régime dictatorial du Premier Empire et le système électoral censitaire des deux restaurations.

Le choc de la débâcle de 1815 perdure, en particulier dans le peu de considération et dans la méfiance qu'éprouve le pouvoir à l'égard de l'armée, présumée repaire de bonapartistes, voire de républicains.

Certes, la période du Second Empire, aujourd'hui en voie de réhabilitation, marque le départ d'un profond redressement économique, mais aussi introduit définitivement le suffrage universel, soigneusement encadré et dirigé jusqu'à la chute brutale du régime.

Mais les convulsions de 1830 et surtout de 1848 plongent la bourgeoisie et le monde rural dans la grande peur du prolétariat, qui culminera en 1871 lors de l'écrasement de la Commune.

Toutes les évolutions du siècle se traduisent dans ce que nous pouvons saisir de la vie locale. Les témoignages de la misère abondent, comme du sort lamentable des militaires issus de la conscription. Le corollaire en est une accélération de l'émigration, aussi bien qualitative des élites que quantitative des petites gens : les filles partent comme servantes, à Montpellier ou à Paris ; les jeunes mères comme nourrices ; les jeunes hommes se disputent l'embauche sur les grands chantiers de l'industrie ou dans les administrations.

L'évolution technologique a définitivement ruiné les métiers des tisserands en chambre, et les manufacturiers trafiquants du siècle précédent ont disparu. L'appareil commercial (muletiers, rouliers, auberges, etc.) ne peut se maintenir, et il ne reste plus que l'artisanat traditionnel de service. Saint-Félix se ruralise.

Le rôle des curés mérite discussion. Leur austérité stérilisante entrave l'expression des manifestations festives, lieux d'un nécessaire défoulement dans la tristesse du quotidien. On assiste à la montée d'un triomphalisme religieux qui culminera après l'Empire, s'accompagnant d'un ultramontanisme consacrant la rupture du clergé avec le régime impérial.

Un aspect positif est cependant la reconnaissance progressive du suffrage universel. La nécessité pour les candidats aux diverses fonctions politiques d'avoir le contact direct avec un électorat largement étendu fait naître une nouvelle forme de clientélisme encore primitive, mais appelée à un grand avenir.

L'élargissement du corps électoral conduit aussi à l'engagement direct du clergé de terrain. La difficulté pour les curés est d'organiser leurs relations avec

une classe de notables souvent indifférente sur le plan religieux, ou bien même, comme à Saint-Félix, procédant du protestantisme.

L'héritage du passé et des oppositions confessionnelles reste certes pesant. C'est toutefois au cours du Second Empire que naît dans le village, comme dans toutes les autres communes, l'intérêt pour la vie politique et l'attachement aux procédures démocratiques.

Bien qu'appauvri économiquement et naturellement, Saint Félix-de-Sorgues, au sortir de l'Empire, est vraiment sur le seuil de la modernité.

CONCLUSIONS

Ce rapide survol d'une longue période de l'histoire de Saint-Félix-de-Sorgues n'a pour objet que de présenter de façon sommaire et très schématique l'évolution d'une communauté, qui est certainement celle de la plupart des collectivités rouergates équivalentes. Il ne prétend pas couvrir toute l'histoire du village, qui nécessiterait l'exploitation d'autres sources d'archives.

Mais notre propos est d'attirer l'attention sur les potentialités considérables que l'on peut trouver au niveau local, dans une région comme l'Aveyron n'ayant pas connu depuis des siècles des destructions massives et où l'on conserve volontiers les papiers familiaux.

La construction d'une monographie locale doit aussi faire appel à une grande connaissance du terrain, à la toponymie, l'archéologie, l'hagiographie, et exige une réflexion objective sur les grandes phases de l'histoire régionale.

Il est sûr que dans nombre de communes un effort de prospection permettrait d'exhumer nombre de documents permettant de porter un éclairage original sur la vie de nos prédécesseurs, et ainsi d'apporter une pierre, aussi modeste soit-elle, à l'édification de notre Histoire.

Jean LAROZE